

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 16/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 1^{er} avril 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCOP Alpine Aluminium (ex Alpine Industrie)

74 avenue de la République
CRAN GEVRIER, 74 960 ANNECY

Références : 20250401-RAP-InspectionAlpineAluminium

Code AIOT : 0006104583

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} avril 2025 dans l'établissement de la SCOP Alpine Aluminium implanté 74 avenue de la République Cran Gevrier, 74 960 ANNECY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPINE ALUMINIUM
- 74 avenue de la République Cran Gevrier 74 960 ANNECY
- Code AIOT dans GUN : 0006104583
- Régime : Autorisation
- Non Seveso
- IED – MTD

Présentation générale de l'établissement – La société SCOP Alpine Aluminium exploitait à Annecy – Cran-Gevrier une usine de transformation d'aluminium autorisée et réglementée par arrêté préfectoral du 11 mars 2010, mis à jour le 19 octobre 2018, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Les activités du site ont été physiquement arrêtées en 2019, mais la procédure réglementaire relative à la mise à l'arrêt définitif des installations classées pour la protection de l'environnement n'a pas été conduite à son terme.

Les activités de l'établissement correspondaient aux installations visées dans le tableau ci-après :

| Rubrique | Activité | Niveau présent sur le site | Régime |
|----------|--|---|--------|
| 3250.3.b | Fusion de métaux non ferreux incluant les produits de récupération et exploitation de fonderies de métaux non ferreux, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour | 1 four de fusion de capacité 120 t/j | A |
| 2560.1 | Travail mécanique des métaux, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant supérieure à 1 000 kW | Puissance totale des machines 10 000 kW | E |

| | | | |
|----------|---|---|---|
| 2565.2.a | Traitement de surface de métaux par voie chimique ou électrolytique, le volume total des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres | 3 bains de dégraissage, conversion, passivation, 12 750 litres | A |
| 4110.2.a | Substances et mélanges liquides classées pour toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg | 3 conteneurs de produit de conversion, pour une quantité totale de 3 200 kg | A |
| 2940.2.a | Application, cuisson, séchage de vernis et peintures lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/jour | Application par enduction d'environ 8 t/j | A |
| 4331.3 | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t | Vernis et solvants de catégorie 2 pour une quantité totale de 60 t | D |
| 2910.A.2 | Installation de combustion, l'installation consommant du gaz naturel, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW | 4 fours de réchauffage et de recuit, et 3 chaudières pour une puissance totale de 12,5 MW | D |
| 2561 | Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages | 5 fours de recuit | D |
| 4725.2 | Oxygène, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 tonnes mais inférieure à 200 tonnes | 12,7 tonnes | D |

L'activité de l'établissement est en outre visée par la rubrique 2.5 b de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite directive IED.

Liquidation judiciaire et changement d'exploitant – Par un premier jugement du 3 décembre 2019, le tribunal de commerce d'Annecy a prononcé la liquidation judiciaire de la société. La SELARL Luc GOMIS, en la personne de Maître Luc GOMIS, a été désignée liquidateur. Après le décès de Maître GOMIS, la SELARL MJ Synergie, représentée par Maître François-Charles DESPRAT, a été désignée liquidateur.

Par un second jugement du 3 décembre 2019, le tribunal de commerce d'Annecy a arrêté un plan de cession des actifs de la société au profit des sociétés SAMFI INVEST et INDUSTRY avec faculté de substitution au profit des sociétés HOLDCO 10, HOLDCO 11 et HOLDCO 12 dont les dénominations ont été modifiées pour ALPINE INDUSTRY, ALPINE ALUMINIUM et ALPINE STEEL.

Les sociétés repreneuses ont alors été considérées comme les ayants droit de l'ancien exploitant, le tribunal ayant validé une offre de reprise visant l'ensemble des actifs corporels et incorporels.

Action de l'Administration – Plusieurs visites d'inspections de l'établissement ont été réalisées pour contrôler l'évolution de son exploitation.

Le 16 septembre 2020, il a été constaté que les installations étaient à l'arrêt, que leur démantèlement avait commencé et que des déchets susceptibles d'engendrer des pollutions des sols et des eaux souterraines étaient présents.

Sur la base de ces constats, le préfet, par arrêté n° 2021-0027 du 2 mars 2021, a mis en demeure les 5 sociétés précitées, de manière solidaire, sous un délai de 2 mois :

- de présenter une demande d'autorisation de changement d'exploitant, conformément aux dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement,
- d'engager la procédure de mise à l'arrêt des installations en application de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Le 11 février 2022, il a été constaté que :

- les sociétés repreneuses n'avaient toujours pas présenté de demande de changement d'exploitant à leur bénéfice ni engagé de procédure de cessation des activités de l'établissement alors que le délai imparti par l'arrêté préfectoral du 2 mars 2021, était échu,
- plusieurs accidents, notamment deux incendies, le 7 décembre 2021 et le 19 janvier 2022, s'étaient produits sans que l'inspection des installations classées n'en ait été informée,
- des volumes importants de déchets étaient présents sur le site.

Le 29 mars 2022, il a été constaté que :

- des déchets dangereux étaient présents sur le site en quantités importantes, stockés dans des conditions précaires susceptibles de générer des pollutions du sol et des eaux souterraines ainsi que de porter atteinte à la salubrité publique,
- le site était occupé par des tiers, exerçant des activités artisanales, à proximité immédiate des déchets.

Sur la base des constats réalisés lors des inspections du 11 février et du 29 mars 2022, le préfet a, par arrêté du 2 mai 2022, prescrit aux sociétés repreneuses :

sous un délai de 3 jours,

- la mise en place un gardiennage et d'une surveillance du site,
- l'interdiction de l'accès au site à toute personne étrangère aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations. Cette interdiction ne s'appliquait toutefois pas à l'accès au bâtiment administratif situé à l'entrée du site avenue de la République à condition qu'un dispositif efficace de séparation empêchant l'accès au reste du site soit mis en place,

sous un délai de 15 jours,

- la réparation d'un certain nombre de structures endommagées lors des incendies,
- le nettoyage de plusieurs locaux et fosses,
- l'élimination dans des conditions réglementaires de l'ensemble des déchets et des produits dangereux présents sur le site,

sous un délai d'un mois,

- la réalisation d'une étude de sol destinée à caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures rejetés par le site et à proposer des solutions destinées à stopper le rejet de polluant.

Par courrier du 12 mai 2022, la société ALPINE INDUSTRY, représentée par son directeur opérationnel Franck SUPPLISSON, a déposé un dossier ayant pour objet de :

- demander l'autorisation de changement d'exploitant à son bénéficiaire,
- notifier la cessation des installations classées de l'établissement.

Le dossier accompagnant la notification de cessation d'activité :

- propose un usage futur de type industriel des terrains de l'établissement dans le cadre de la réhabilitation à prévoir au titre de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement,
- précise les dispositions prises ou prévues pour mettre le site en sécurité au titre de l'article 512-39-1 du code de l'environnement, notamment concernant l'évacuation des déchets.

Les éléments du dossier transmis correspondaient aux dispositions des articles R.512-39-1 et R.516-1 du code de l'environnement. En l'absence de réponse et compte tenu du principe de « silence vaut accord » sous un délai de 3 mois, prévu par l'article R.516-1 précité, le 13 août 2022, la société ALPINE INDUSTRY a remplacé en qualité d'exploitant de l'établissement la SCOP Alpine Aluminium.

Le 15 juin 2022, il a été constaté que l'essentiel des dispositions du 2 mai 2022 relatives au nettoyage des locaux et à l'élimination des déchets avaient été respectées à l'exception du nettoyage des sols de l'atelier de laminage et de l'atelier disque, de la transmission de quelques documents relatifs à l'élimination de déchets, et de l'interdiction d'accès.

L'inspection des installations classées a été rendue destinataire d'un diagnostic de la pollution des milieux souterrains, sol, eaux souterraines et air du sol, réalisé par le bureau d'études Advice Environnement, daté du 29 juin 2022. Ce document comprend une étude historique de l'activité, une synthèse des études antérieures des milieux souterrains, dont la première remonte à 1995, ainsi que les résultats des investigations réalisées en 2020 et 2022 dans les milieux précités.

Le diagnostic conclut à l'existence de zones polluées, définies de façon imprécise, et à la nécessité de réaliser des analyses complémentaires et un plan de gestion en vue de la réutilisation des terrains.

Enfin, l'étude évoque la possibilité, au sud du site, qu'un immeuble d'habitation ait été construit au droit d'anciennes cuves d'hydrocarbures qui pourraient être à l'origine de la présence de polluants volatils, naphtalène, xylène et hydrocarbures C10-C40, détectés dans un piézomètre situé dans l'emprise du site. Ces cuves auraient été installées dans les années 1950-1953 et démantelées entre 1977 et les années 2000. Ces éléments sont difficiles à exploiter en l'état et méritent des investigations complémentaires d'ordre documentaires et le cas échéant de terrain.

Toutefois, le diagnostic transmis n'a pas permis de répondre à la prescription de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 de caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures rejetés par le site et de proposer des solutions destinées à stopper le rejet de polluant.

Derniers éléments de la procédure de liquidation judiciaire – Par jugement du 30 septembre 2022, le tribunal de commerce d'Annecy a prononcé la résolution du plan de cession de la SCOP Alpine Aluminium, arrêté par jugement du 3 décembre 2019 par ce même tribunal. Le 23 mai 2023, la cour d'appel de Chambéry a confirmé cette résolution et le recours en cassation, engagé par les représentants de la société ALPINE INDUSTRY, a été abandonné.

Identité de l'exploitant – Le point 15 de l'article 3 de la directive 2010/75/UE à laquelle est soumis l'établissement définit l'exploitant par : « toute personne physique ou morale qui exploite ou détient, en tout ou en partie, l'installation ou l'installation de combustion, l'installation d'incinération des déchets ou l'installation de co-incinération des déchets, ou, si cela est prévu par le droit national, toute personne qui s'est vu déléguer à l'égard de ce fonctionnement technique un pouvoir économique déterminant ». En conséquence, la SCOP Alpine Aluminium, représentée par son liquidateur, est redevenue définitivement l'exploitant de l'établissement le 23 mai 2023.

Derniers éléments relatifs aux procédures administratives – Lors de la dernière inspection du site, le 22 mars 2024, nous avons constaté que :

- l'accès aux anciens locaux industriels dangereux n'avaient pas été interdits,
- l'étude prescrite, destinée à caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures rejetés par le site et à proposer des solutions pour stopper le rejet de polluants, n'avait pas été réalisée,
- de nombreux locaux du site étaient occupés par du personnel de diverses sociétés, sans rapport avec la réalisation des opérations de mise à l'arrêt des installations,
- des déchets liés aux activités exercées par les occupants du site avaient donné lieu à de nouveaux dépôts de déchets, traduisant en particulier un gardiennage défaillant,
- le liquidateur n'avait pas fait de déclaration de changement d'exploitant.

Sur la base de ces constats, le Préfet avait :

- prescrit à la SCOP Alpine Aluminium, représentée par son liquidateur la SELARL MJ SYNERGIE, par l'arrêté PAIC-2024-0028 du 30 avril 2024, les mesures d'urgence suivantes :
 - sous un délai de 3 jours le renforcement de la surveillance de l'établissement, prescrite par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 précité, afin de la rendre plus efficace et notamment de ne laisser entrer aucun déchet,
 - sous un délai de 15 jours, la mise en œuvre des mesures efficaces d'interdiction d'accès aux locaux dangereux et en particulier aux sous-sols et aux anciennes halles de production qui ne sont pas occupées par des activités professionnelles. Seul le personnel des entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations devait avoir accès à ces locaux.
- mis en demeure la SCOP Alpine Aluminium, représentée par son liquidateur, la SELARL MJ Synergie, par l'arrêté PAIC-2024-0036 du 27 mai 2024, de :
 - faire application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 précité et, dans ce cadre, d'évacuer et de traiter ces déchets sous un délai de 15 jours dans des filières autorisées à les traiter ainsi que de transmettre les documents justifiant de ces traitements à l'inspection des installations classées,
 - présenter sous un délai d'un mois une demande d'autorisation de changement d'exploitant conforme aux dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement pour l'usine de transformation de l'aluminium qu'elle exploite, de fait, au 74 avenue de la République à Cran-Gevrier 74 960 Annecy,
 - faire réaliser, sous un délai d'un mois, l'étude de sols prescrite par l'article 2 de l'arrêté du 2 mai 2022 précité destinée à caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures rejetés par le site et à proposer des solutions pour stopper le rejet de polluants,
 - interdire l'accès au site à toute personne étrangère aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations (entreprises démantelant les installations, mettant en sécurité le site, reprenant les déchets, réalisant les investigations nécessaires aux diagnostics environnementaux) avant le 31 décembre 2024. Conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 mai 2022 précité, cette disposition ne s'applique pas à l'accès au bâtiment administratif situé à l'entrée du site, avenue de la République.

Par ailleurs, le préfet avait prescrit à la SCOP ALPINE ALUMINIUM, représentée par son liquidateur, la SELARL MJ Synergie, par l'arrêté PAIC-2024-0037 du 27 mai 2024, la transmission sous trois mois du mémoire prévu par l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du même code.

Thèmes de l'inspection : déchets, sites et sols pollués.

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Suites proposées | Délais proposés |
|----|------------------------------|--|--|-----------------|
| 1 | Sécurité du site | APMU du 30/04/2024, art. 1 ^{er} | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 2 | Évacuation des déchets | APMD du 27/05/2024, art. 1 ^{er} | Consignation | - |
| 3 | Changement d'exploitant | | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 4 | Pollution du Thiou | | Consignation | - |
| 5 | Interdiction d'accès au site | | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 6 | Mémoire de réhabilitation | APC du 27/05/2024, art. 1 ^{er} | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – l'exploitant représenté par son liquidateur la SELARL MJ SYNERGIE :

- en application des dispositions du point I de l'article L.171-8 du code de l'environnement, une mise en demeure de transmettre sous un délai de trois mois le mémoire prévu par l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, dans sa version en vigueur le 12 mai 2022, précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu de l'usage industriel prévu pour le site de l'installation, la transmission de ce document sous un délai de trois mois, prescrite par l'arrêté préfectoral PAIC-2024-0037 du 27 mai 2024 n'ayant pas été réalisée,
- en application des dispositions du point II-1 de l'article L.171-8 du code de l'environnement une consignation pour un montant de 450 000 euros correspondant à :
 - l'évacuation et au traitement des déchets dangereux et non dangereux présents sur le site, le montant de ces actions étant évalué à 400 000 euros,
 - la réalisation de l'étude de sols destinée à caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par des hydrocarbures rejetés par le site et à proposer des solutions pour stopper le rejet de polluants, le montant de cette étude étant évalué à 50 000 euros,

ces actions n'ayant pas été réalisées malgré l'arrêté de mise en demeure PAIC-2024-0036 du 27 mai 2024 et alors que les délais impartis, de respectivement 1 mois et 15 jours, sont échus,

Par ailleurs, nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions suivantes sous un délai de 15 jours :

- engager la procédure de changement d'exploitant définie par l'article R.181-47 du code de l'environnement,
- transmettre à l'inspection des installations classées :
 - la liste exhaustive des occupants restants sur le site,
 - les documents attestant des démarches entreprises pour les enjoindre de quitter les lieux avant le 31 décembre 2024,
 - la liste des moyens qu'il compte mettre en œuvre pour que les derniers occupants quittent les lieux,
 - les dispositions qu'il prend pour assurer un gardiennage efficace du site tant que des occupants y sont présents,
 - les dispositions de sécurisation du site qu'il envisage de prendre lorsque ses occupants auront quitté les lieux.

Enfin, précisons que le liquidateur nous a remis en séance le compte analytique des recettes et des dépenses de la procédure, montrant que la somme dont il dispose aujourd'hui est de 8 514,31 euros.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure d'urgence – Sécurité du site

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 30/04/2024, article 1er |
| Thème : Risques accidentels, Interdictions d'accès |
| <p>Prescription contrôlée : La SCOP ALPINE ALUMINIUM, représentée par son liquidateur la SELARL MJ SYNERGIE et désignée ci-après « l'exploitant » mettra en œuvre dans son établissement situé 74 avenue de la République, Cran Gevrier, 74 960 Annecy, les mesures d'urgences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• sous un délai de 3 jours la surveillance de l'établissement, prescrite par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 précité, sera renforcée afin de la rendre plus efficace et notamment de ne laisser entrer aucun déchet. Les dispositions prises dans ce cadre devront être transmises au préfet et à l'inspection des installations classées sous le même délai,• sous un délai de 15 jours, mettre en œuvre des mesures efficaces d'interdiction d'accès aux locaux dangereux et en particulier aux sous-sols et aux anciennes halles de production qui ne sont pas occupées par des activités professionnelles. Ces interdictions s'appliqueront à toute personne étrangère aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations (entreprises démantelant les installations, mettant en sécurité le site, reprenant les déchets présents, réalisant les investigations nécessaires aux diagnostics environnementaux). <p>La liste des dispositions prises pour répondre à ces deux prescriptions seront transmises au préfet et à l'inspection des installations classées sous le même délai.</p> |
| <p>Constats : Après la visite du 24 mars 2024, le liquidateur de l'exploitant, par courrier du même jour, avait reproché à la société de gardiennage ONEPROTECTEAM de ne pas avoir empêché le dépôt de déchets sur l'ancien site industriel. Il avait en outre demandé que lui soit communiquée l'identité des auteurs de ces dépôts et que les véhicules entrants soient contrôlés pour vérifier qu'ils ne contiennent pas de déchets.</p> <p>Lors de la visite, nous avons constaté que seule l'entrée nord était gardiennée, la seconde entrée, au sud de l'établissement, était quant à elle fermée. Par ailleurs, le gardiennage n'était toujours pas réalisé de façon rigoureuse, certains véhicules entrant et sortant sans même s'arrêter au poste de garde. Par ailleurs, aucune disposition efficace d'interdiction d'accès aux locaux dangereux n'était mise en œuvre. Seules quelques clôtures type « Heras », non continues et non cadenassées, barraient symboliquement certaines entrées de bâtiments industriels.</p> <p>Précisons que l'accès au site aurait dû, depuis le 31 décembre 2024, être interdit à toute personne étrangère aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations. L'interdiction d'accès aux locaux dangereux devrait donc, depuis cette date, être étendue à tout le site.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant de nous indiquer les dispositions qu'il prend pour assurer un gardiennage efficace du site tant que des occupants y sont présents.</p> <p>Cette demande sera complétée par celles de la fiche de constat n°5.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 2 : Évacuation des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2024, article 1er |
| Thème : Risques chroniques, Évacuation des déchets |
| <p>Prescription contrôlée : La SCOP ALPINE ALUMINIUM, représentée par son liquidateur la SELARL MJ SYNERGIE et désignée ci-après « l'exploitant » est mise en demeure de réaliser les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• faire application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 précité en faisant évacuer et traiter tous les déchets présents sur le site, notamment dans des halles industrielles et à l'extérieur des bâtiments, sous un délai de 15 jours, dans des filières autorisées à les traiter. Les documents justifiant de ces traitements devront être transmis à l'inspection des installations classées sous le même délai,... |
| <p>Constats : Les déchets dont la présence avait été constatée lors de l'inspection du 24 mars 2024 n'avaient pas été évacués et d'autres déchets avaient été apportés depuis.</p> <p>Outre la présence diffuse de déchets non dangereux (bois, panneaux de plâtre, plastiques, bidons en plastique, gravats...) dans la totalité des locaux industriels, de déchets dangereux diffus sous forme de bidons et de petits fûts, nous avons noté la présence des stocks suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• (stock 1) dans la pointe du site au nord des bâtiments désignés sur le plan en annexe par « stockage carburant » et « stockage DIS » la présence d'un dépôt à l'air libre de 400 m³ de déchets non dangereux (palettes, mobilier, gravats...) et de quelques DEEE susceptibles de constituer des déchets dangereux,• (stock 2) dans le même secteur, la présence de 20 m³ de seaux de crépi dont le contenu est susceptible de constituer des déchets dangereux,• (stock 3) sous le hangar désigné « Hangar à caisses palettes » et, à l'air libre, à proximité de ce bâtiment, la présence d'environ 300 m³ de matériaux isolants dont l'état partiellement dégradé ne permettait pas de déterminer s'il s'agissait ou non de déchets,• (stock 4) à proximité du local désigné « station d'épuration », la présence de 2 fûts de 200 l qui paraissaient contenir des hydrocarbures et d'une citerne de capacité 3,3 m³ partiellement remplie, vraisemblablement d'hydrocarbures également,• (stock 5) au nord-ouest du bâtiment désigné « Local ex-caisserie » la présence de 2 bennes de 10 m³ chacune contenant des déchets du secteur automobile, l'une dédiée aux plastiques, l'autre aux métaux, ainsi que 2 m³ de pneumatiques usagés et de jantes,• (stock 6) dans l'atelier désigné « Atelier Disque II » la présence de 10 aérothermes usagés dont l'aspect ne nous a pas permis de déterminer s'il s'agissait de déchets ou d'équipements destinés à la réutilisation,• (stock 7) dans le bâtiment désigné « magasin expédition disques » la présence de 20 m³ de matériaux isolants dont l'aspect ne nous a pas permis de déterminer s'ils constituaient des déchets ou s'ils étaient destinés à la mise en œuvre,• (stock 8) dans le local désigné « halle de laminoir », la présence un tas de 60 m³ de déchets non dangereux divers (plastique, bois...),• (stock 9) dans un local situé entre le local désigné « halle laminoir » et celui désigné « Atelier disque I » la présence de 300 m³ de déchets divers essentiellement d'ameublement constitué de bois et de panneaux de particules,• (stock 10) dans le local désigné « Magasin » en face du bâtiment désigné « halle laquage » la présence de 100 m³ de déchets non dangereux d'aménagement intérieur. <p>À ces stocks de déchets représentant environ 1 200 m³ s'ajoutent les stockages diffus dans tout l'établissement et 3 véhicules hors d'usage dont une caravane dans les halles industrielles.</p> |

| |
|---|
| <p>La quantité totale de :</p> <ul style="list-style-type: none"> déchets non dangereux dans l'établissement peut être évaluée à 2 000 m³. Compte tenu du foisonnement ces déchets présentent une densité approximative de 0,3 ce qui correspond à un total de 600 tonnes, déchets dangereux peut être évaluée à 20 tonnes. <p>Compte tenu du non-respect de l'arrêté de mise en demeure, nous proposons d'engager une procédure de consignation à l'encontre de l'exploitant représenté par son liquidateur.</p> <p>Les déchets disséminés sur le site nécessitent un traitement dans une filière autorisée après avoir été conditionnés, chargés puis transportés. Les déchets potentiellement dangereux nécessitent en outre une caractérisation chimique afin de déterminer leurs modalités de transport et une filière de traitement adaptée. Nous évaluons le coût de l'ensemble de ces opérations à 500 euros par tonne pour les déchets non dangereux et à 5000 euros par tonne pour les déchets dangereux.</p> <p>Nous proposons donc d'engager une procédure de consignation pour un montant de 400 000 euros.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Consignation |

N° 3 : Changement d'exploitant

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2024, article 1er |
| Thème : Situation administrative, Changement d'exploitant |
| <p>Prescription contrôlée : La SCOP ALPINE ALUMINIUM, représentée par son liquidateur la SELARL MJ SYNERGIE et désignée ci-après « l'exploitant » est mise en demeure de réaliser les actions suivantes :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> présenter sous un délai d'un mois une demande d'autorisation de changement d'exploitant conforme aux dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement pour l'usine de transformation de l'aluminium située 74 avenue de la République, Cran Gevrier, 74 960 Annecy, dont elle est l'exploitant de fait. Les dispositions de l'article précité relatives aux garanties financières ne sont pas applicables, |
| <p>Constats : Aucune demande de changement d'exploitant n'a été faite.</p> <p>Néanmoins, le liquidateur de l'exploitant nous a indiqué qu'il était prêt à réaliser la démarche.</p> <p>Précisons que la procédure a changé en juillet 2024. L'installation n'étant plus soumise aux garanties financières, le changement d'exploitant est désormais réglementé par l'article R.181-47 du code de l'environnement.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons à l'exploitant d'engager la procédure de changement d'exploitant définie par l'article R.181-47 du code de l'environnement sous un délai de 15 jours et nous nous proposons de le guider dans cette démarche en dehors du cadre de la présente inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 4 : Pollution du Thiou

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2024, article 1er |
| Thème : Risques chroniques, Pollution du Thiou |
| Prescription contrôlée : La SCOP ALPINE ALUMINIUM, représentée par son liquidateur la SELARL MJ SYNERGIE et désignée ci-après « l'exploitant » est mise en demeure de réaliser les actions suivantes : ... <ul style="list-style-type: none">• faire réaliser, sous un délai d'un mois, l'étude de sols prescrite par l'article 2 de l'arrêté du 2 mai 2022 précité destinée à caractériser l'origine de la pollution de la rivière le Thiou par les hydrocarbures rejetés par le site et à proposer des solutions pour stopper le rejet de polluants, |
| Constats : Le liquidateur nous a indiqué que l'étude de sol n'avait pas été réalisée. Nous proposons d'engager une procédure de consignation. Compte tenu de la complexité d'une telle étude, nécessitant la consultation d'archives ainsi que des investigations de sol et d'eaux souterraines dans un contexte de constructions industrielles denses, nous évaluons le coût d'une telle étude à 50 000 euros. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Consignation |

N° 5 : Interdiction d'accès au site

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/05/2024, article 1er |
| Thème : Risques accidentels, Interdiction d'accès au site |
| Prescription contrôlée : La SCOP ALPINE ALUMINIUM, représentée par son liquidateur la SELARL MJ SYNERGIE et désignée ci-après « l'exploitant » est mise en demeure de réaliser les actions suivantes : ... <ul style="list-style-type: none">• faire application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2022 précité en interdisant l'accès au site à toute personne étrangère aux entreprises réalisant les opérations de mise à l'arrêt des installations (entreprises démantelant les installations, mettant en sécurité le site, reprenant les déchets présents, réalisant les investigations nécessaires aux diagnostics environnementaux) avant le 31 décembre 2024. Conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 mai 2022 précité, cette disposition ne s'applique pas à l'accès au bâtiment administratif situé à l'entrée du site, avenue de la République. |
| Constats : Lors de l'inspection, nous avons identifié les occupants suivants de locaux sur le site : <ul style="list-style-type: none">• la société de réparation automobile Stilcar,• la société de construction de vélos électriques Bikle,• la société Vado Construction,• la société ISO des Alpes,• la société Landi construction,• la société Marmet Charpentes. Cet inventaire peut ne pas être exhaustif dans la mesure où des locaux susceptibles d'être occupés ont été trouvés fermés. En outre, nous n'avons pas pu déterminer si le chalet proche de l'entrée du site et représenté sur le plan en annexe était ou non occupé. |

| |
|---|
| <p>Lors de la visite, le représentant de la société Bikle nous a indiqué que son activité allait déménager le vendredi 4 avril 2025.</p> <p>Au jour de la visite et depuis le 1^{er} janvier 2025, le site aurait dû être libre de toute occupation.</p> <p>Le liquidateur nous a indiqué qu'il n'avait pas pu faire partir les locataires.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nous demandons au liquidateur d'établir sous 15 jours la liste exhaustive des occupants restants sur le site et de nous transmettre les documents attestant des démarches entreprises pour les enjoindre de quitter les lieux avant le 31 décembre 2024.</p> <p>Nous lui demandons également de nous préciser, sous le même délai, les moyens qu'il compte mettre en œuvre à cette fin ainsi que les dispositions de sécurisation du site qu'il envisage de mettre en œuvre lorsque ses occupants auront quitté les lieux.</p> <p>Les suites à envisager seront établies sur la base de ces éléments, en dehors du cadre de la présente inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 6 : Mémoire de réhabilitation du site

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/05/2024, article 1 ^{er} |
| Thème : Risques chroniques, Étude de sol |
| <p>Prescription contrôlée : La SCOP ALPINE ALUMINIUM, représentée par son liquidateur la SELARL MJ SYNERGIE, transmettra sous un délai de trois mois, le mémoire prévu par l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, dans sa version en vigueur le 12 mai 2022, précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu de l'usage industriel prévu pour le site de l'installation.</p> |
| <p>Constats : Compte tenu du manque de fonds, le mémoire n'a pas été réalisé.</p> <p>Nous proposons de mettre en demeure le liquidateur de transmettre le document sous un délai de 3 mois.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |